

Projet

Accompagnement

Solidarité

Colombie

LE QUOI ET LE POURQUOI

CONTENU

LE PASC ... 3

NOS MOYENS D'ACTION ... 4

NOTRE SOLIDARITÉ : UN TERRITOIRE À DÉCOLONISER ... 5

LA RED DE HERMANDAD ... 6

GUERRE, TERRITOIRE ET RESSOURCES ... 7

CIBLONS LES PROFITEURS CANADIENS ... 9

SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS-ÈRES ... 11

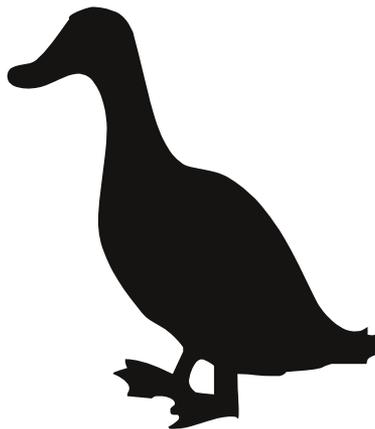
INVITEZ LE PASC ... 13

POUR EN SAVOIR PLUS ... 15



Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie - PASC est un collectif basé sur un territoire de l'Île de la Tortue nommé Canada. Né de la rencontre d'activistes lors des mobilisations contre la Zone de Libre-Échange des Amériques, le PASC s'est donné comme mission d'articuler une solidarité directe entre mouvements de résistance du Sud et du Nord sur des bases internationalistes et anticoloniales.

Depuis 2003, le PASC réalise de l'accompagnement auprès de communautés paysannes, autochtones et afrodescendantes, d'organisations sociales et syndicales et de prisonniers et prisonnières politiques. Le PASC se fait le porte-voix de mouvements sociaux colombiens tout en dénonçant les intérêts canadiens impliqués dans le conflit social et armé en Colombie.





NOS MOYENS D'ACTION

Accompagnement de communautés et d'organisations sociales menacées

L'accompagnement international consiste à réaliser une présence physique aux côtés des militant.e.s sociaux, victimes de menaces politiques. La présence étrangère sur le terrain couplée aux pressions politiques exercent un effet de dissuasion sur les responsables des crimes politiques. L'accompagnement agit comme mécanisme de protection pour les acteur.trice.s sociaux, leur permettant de poursuivre leur travail et de bâtir un rapport de force face aux autorités locales. En tant qu'appui politique aux processus de résistance, l'accompagnement international crée un espace d'échanges en vue de tisser des liens solidaires entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud.

Information et sensibilisation

Par le biais de nos publications, de notre site web et lors d'événements publics, nous diffusons de l'information concernant le conflit social et armé qui sévit en Colombie, les processus de résistance qui s'y déploient ainsi que les intérêts économiques qui sont derrière les attaques aux communautés et organisations sociales. Nous organisons des activités d'éducation populaire et de réflexion sur les enjeux liés à nos campagnes, en faisant le lien avec la manière dont s'imposent les projets de développement et d'infrastructures – et comment on y résiste – dans le dit Canada (voir les pages 13 et 14).

Dénonciations et pressions

Via son « réseau d'actions urgentes », le PASC diffuse des revues d'actualités faisant connaître les menaces ou les violations aux droits que les organisations partenaires colombiennes veulent dénoncer au niveau international. Considérant que le conflit qui ravage la Colombie est intimement lié aux dynamiques impérialistes du continent américain, le PASC travaille à démasquer les intérêts canadiens (politiques et économiques) qui en profitent.

NOTRE SOLIDARITÉ : UN TERRITOIRE À DÉCOLONISER



Au-delà des bonnes intentions de la solidarité internationale, le PASC propose de concrétiser l'idée d'une « solidarité directe » inspirée de l'internationalisme et des mouvements de résistance anticoloniale. Nous concevons les dits rapports Nord/Sud comme étant structurés par le système mondial capitaliste actuel, lequel s'est construit par les guerres coloniales et continue, de nos jours, à s'approfondir sous le contrôle impérialiste des entreprises du Nord, de leurs États et de leurs institutions internationales. Nous croyons qu'une analyse radicale de l'idéologie du développement, des mécanismes de l'aide internationale et des dynamiques propres aux ONG de coopération internationale est cruciale pour ne pas recréer des rapports inégaux empreints de paternalisme, d'occidentalocentrisme et de dépendance.

VOIR LE CAHIER ET LA BOÎTE À OUTILS EN LIGNE :
WWW.DECOLO.PASC.CA

LES DROITS HUMAINS : UN OUTIL À MANIPULER AVEC SOIN

Inventé par une élite masculine, hétérosexuelle, blanche, anthropocentrique, véhiculant une vision instrumentale de la nature : autant de critiques adressées au concept de droits humains. Nous envisageons la défense des droits humains comme un chemin piégé ne remettant fondamentalement pas en question « le système », il entraîne bien souvent l'institutionnalisation, la démobilisation ou la neutralisation de l'action politique.

POURQUOI LE PASC UTILISE LES DROITS HUMAINS ALORS ?

Devant l'ampleur de la répression, les mouvements sociaux colombiens ont organisé leurs actions autour de mécanismes de respect des droits (pour se maintenir sur leur territoire et poursuivre la lutte contre l'imposition du capitalisme). Stratégiquement, exiger le respect des droits permet d'établir un rapport de force face aux autorités, en confrontant les États sur leurs contradictions. En Colombie, les organisations sociales et les ONG les accompagnant réalisent une défense intégrale des droits humains, les concevant au-delà des déclarations et accords, comme un objectif impliquant un changement global du système socioéconomique pour être atteint.



LE RÉSEAU INTERNATIONAL DU PASC :

LA REDHER



Depuis 2006, le PASC participe à la Red de Hermandad y Solidaridad (Redher), un espace de coordination partagé par des organisations de base autonomes de Colombie et des collectifs d'appuis étrangers selon des principes de solidarité internationaliste orientés vers l'échange et l'enrichissement mutuel des expériences de résistances sociales. Les campagnes de la Redher s'inscrivent dans des initiatives internationales telles que :

- Le Tribunal Permanent des Peuples (TPP), un tribunal indépendant qui examine et juge les plaintes de violation des droits des peuples. En 2006, il condamnait les compagnies étrangères participant à la stratégie paramilitaire en Colombie (Coca Cola, Chiquita Brands, British Petroleum, ...). En 2013, c'était le Tribunal populaire contre les politiques extractives en Colombie qui condamnait la pétrolière canadienne Pacific Rubiales Energy.

- Le Congrès des peuples, un mouvement social et politique né des mobilisations autochtones de 2008 (la Minga). Le mouvement a pris une ampleur nationale, rejoint par différentes luttes sociales : étudiantes, des travailleur.se.s, du mouvement des femmes, du mouvement paysan, des communautés afro-descendantes, des groupes communautaires, etc. En tant qu'espace de convergences, le Congrès des Peuples est un acteur central des blocages régionaux, des grèves paysannes et des mobilisations populaires ayant débouché sur les grèves sociales générales de 2012, 2013 et 2014. Ces soulèvements ont forcé le gouvernement à ouvrir des tables de négociations où le Congrès des peuples exige entre autres, un moratoire complet sur toutes les activités minéro-énergétiques et la redistribution immédiate des terres aux communautés autochtones, afrodescendantes et paysannes.

WWW.REDCOLOMBIA.ORG

Pour en savoir plus sur la Redher et ses membres, voir page 15.

GUERRE, TERRITOIRE ET RESSOURCES

Après plus de 60 ans de guerre, le conflit social à l'origine de l'insurrection armée en Colombie est loin d'être disparu. Selon le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), la Colombie est le 14e pays dans le monde avec le plus d'inégalités économiques. Sous prétexte d'une guerre contre les guérillas d'extrême-gauche, l'État déploie une série de mécanismes de répression contre la population en général pour le contrôle territorial et social, et de manière ciblée contre les opposant.e.s politiques (syndicalistes, leaders paysan.ne.s, militant.e.s sociaux, défenseur.e.s de droits humains, etc.). La stratégie paramilitaire déployée par l'État a servi à favoriser la concentration des terres aux mains de

l'oligarchie nationale (la Colombie a l'un des plus haut taux de concentration foncière) et la remise des territoires les plus riches en ressources naturelles au capital transnational, minières et pétrolières canadiennes incluses.



Image : Santiago Armengod



DÉPLACEMENTS FORCÉS ET VOL DE TERRES

Il y a 6 millions de déplacés internes en Colombie.

8 millions d'hectares de terre – 14% du territoire colombien – ont été acquis illégalement.

Sur ces terres volées aux paysan.ne.s, se déploient maintenant des mégaprojets agro-industriels, d'élevage extensif, d'exploitation minière, gazière, pétrolière et forestière avec forte participation de capitaux étrangers. La majorité de ceux-ci sont financés par des programmes du gouvernement visant soit la réinsertion des dits « paramilitaires démobilisés » soit les dites cultures alternatives à la coca et bénéficient, à ce titre, d'appuis financiers importants de la part des agences internationales de développement.

Malgré que le gouvernement colombien mène des négociations pour la paix avec les guérillas, les mouvements sociaux s'entendent que celle-ci ne pourrait être possible sans des changements structurels de fond, dont une réforme agraire.



Image : Pedro Ruiz

CIBLONS

LES PROFITEURS CANADIENS DE LA GUERRE EN COLOMBIE

Outre les terres fertiles (et la disponibilité d'un large bassin de main d'œuvre généré par les déplacements forcés et le vol de terres aux paysans), le territoire colombien est convoité par le capital étranger pour la richesse de ses ressources naturelles (biodiversité, eau, minerais, hydrocarbures). Règle générale, les firmes transnationales (telles que les pétrolières Pacific Rubiales, Talisman Energy, Petrobank, Grantierra ou les minières canadiennes Gran Colombia Gold, Eco Oro Minerales, B2Gold, etc, sans compter les firmes d'ingénierie responsables des infrastructures – comme SNC Lavallin) font leur entrée sur les territoires suite au « nettoyage » de celui-ci par les forces armées régulières et irrégulières. Une fois les populations déplacées, les opposants éliminés ou emprisonnés et le vol de terre légalisé par les multiples lois agraires au profit de l'élite terrienne, les firmes étrangères peuvent s'installer sans craindre l'opposition. Elles auront ensuite tout le support

militaire nécessaire pour « sécuriser leurs investissements » (sic), que ce soit par la collaboration de groupes paramilitaires et narcos qui contrôlent la population locale ou par le recours à des tueurs à gage qui cassent toute organisation syndicale.

Nous unissons nos voix aux organisations sociales colombiennes et aux communautés en résistance : « le conflit en Colombie relève d'une guerre impérialiste » financée et alimentée par les intérêts économiques du Nord. « Notre » gouvernement s'y implique pour modifier les cadres législatifs en faveur des entreprises étrangères et signer un accord de libre-échange pour dorénavant l'image d'un État paramilitaire et le couvrir du sceau démocratique, « nos » entreprises (minières et pétrolières en premier lieu) y revendiquent la « sécurité de leurs investissements » qui se traduit par des brigades militaires chargées de la protection des mines et des oléoducs, des troupes



paramilitaires qui « nettoient » le territoire (massacres et déplacements forcés), des tueurs à gage qui éliminent les organisations syndicales, « notre » production agricole y est écoulée à bas prix détruisant l'économie paysanne, etc., etc. Malheureusement la liste s'allonge.

Et sur cette liste nous inscrivons, entre autres :

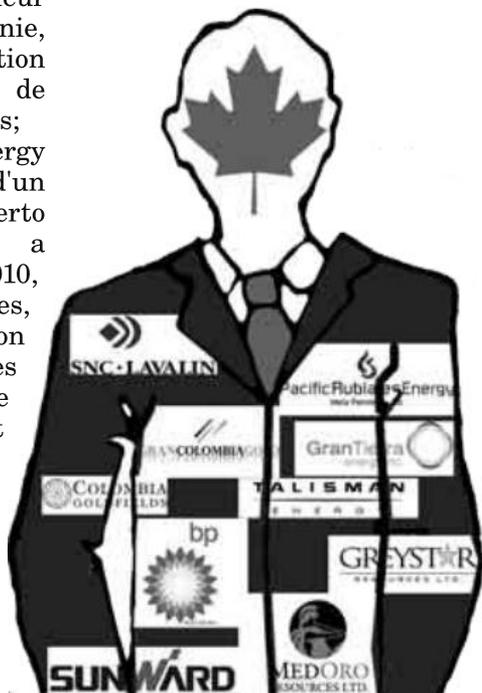
- Gran Colombia Gold pour ses manigances visant à déplacer un village complet pour y construire une mine à ciel ouvert (village de Marmato, Caldas);

- les pétrolières canadiennes dont la Petrobank, la Petrominerales et la Grantierra pour leur colonisation de l'Amazonie, cause de destruction environnementale et de déplacements de populations;

- Pacific Rubiales Energy (PRE), responsable d'un conflit de travail à Puerto Gaitan (Meta) qui a engendré, depuis 2010, assassinat politique, menaces, attentats, diffamation publique, montages judiciaires et détention de leaders syndicaux, et dénoncée par les communautés locales pour les impacts socio-environnementaux de l'exploitation – ce contrat de PRE n'a pas été renouvelé en 2016;

- la Greystar avec son projet de mine d'or à ciel ouvert Angostura, dans le paramo de Santurban (écosystème néotropical très fragile, essentiel à la régulation hydrique de la région), qui a fait face à une telle opposition que la compagnie s'est blanchie en vert sous le nom d'Eco Oro Minerals en présentant un nouveau projet, cette fois de mine souterraine;

- Alange Energy (filiale de PRE) qui menace maintenant d'exploiter les réserves d'hydrocarbures du paramo de Sumapaz, faisant face à l'opposition d'une coordination régionale des populations de plusieurs municipalités avoisinantes.





AU-DELÀ DES MURS

SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIÈRES ET PRISONNIERS POLITIQUES

Les prisonniers et prisonnières politiques sont emprisonné.e.s sur la base de leurs positions

politiques ou de leurs actions de résistance aux politiques de l'État ou des intérêts qui le soutiennent. La Colombie compte au moins 7500 personnes détenues pour des motifs politiques : la majorité n'étaient pas des combattant.e.s armé.e.s de la guérilla, mais plutôt des syndicalistes, des défenseur.e.s de droits humains et du territoire, des membres d'organisations populaires, etc. Puisque le gouvernement colombien nie l'existence du conflit armé, il refuse de reconnaître l'existence de « délit politique » et n'hésite pas à accuser de terrorisme les personnes arrêté.e.s pour leurs activités sociales et politiques. Considéré.e.s par l'État « l'ennemi interne dans la prison », leur condition en est d'autant plus vulnérable.



Dessin Prison La Picota, Bogota



En Colombie, le PASC accompagne le Comité de solidarité avec les prisonniers et prisonnières politiques (CSPP, membre de la Redher). Le PASC se solidarise également avec différentes campagnes de solidarité avec des prisonnier.ère.s en Amérique du Nord car nous souhaitons non seulement faire connaître

la problématique carcérale mais également visibiliser le caractère idéologique des États « démocratiques » qui, outre le recours à la violence armée et économique, manipulent lois et droits en vue d'exterminer toute expérience populaire proposant des alternatives à cette société d'injustices.

CONTRE TOUTES LES PRISONS

Outre la répression de la dissidence, la prison est un des appareils de l'État pour le contrôle et le nettoyage social. Les personnes qui sont enfermées pour des crimes liés à la précarité, à la surveillance policière racialisée, à leur marginalité, etc. sont dans des situations à envisager d'un point de vue politique. La prison est un outil pour le maintien et la reproduction du capitalisme, du patriarcat, du colonialisme, du racisme, du validisme.

Quelques exemples :

- Au Canada, le quart des prisonnier.ère.s fédéraux sont des autochtones, alors

qu'elles constituent 3.8% de la population canadienne.

- Au Québec, 65% des personnes détenues n'ont aucun diplôme, un peu plus du quart n'ont pas de domicile fixe.

- Depuis la désinstitutionnalisation des personnes des hôpitaux psychiatriques, on dénote une transinstitutionnalisation, soit leur transfert dans les prisons.

- Au Québec, près de 70% des femmes détenues ont subi des agressions avant d'être criminalisées.

- Les prisonnier.ère.s sont utilisé.e.s en tant que main d'œuvre à très faible coût dans des contrats entre des compagnies privées et les prisons.

INVITEZ LE PASC !



Le PASC a recours à plusieurs formules d'ateliers, de conférences, de présentations artistiques,... Nous y abordons différents thèmes dont :

NOTRE SOLIDARITÉ: UN TERRITOIRE À DÉCOLONISER

Sessions de réflexion destinées aux personnes engagées dans des initiatives de solidarité internationale. Pour susciter des débats critiques d'un point de vue féministe et anticolonial.

VOIR WWW.DECOLO.PASC.CA

EXPLORATION DE L'AFFICHE DU PLAN COLOMBIE ET MESOAMERICA RESISTE

Ateliers interactifs d'interprétation des affiches du Collectif de la Ruche. Récits visuels illustrant les connections entre la mondialisation, le changement climatique, la colonisation et l'extraction des ressources, ainsi que les histoires de résistances des communautés.

VOIR BEEHIVECOLLECTIVE.ORG

PLAN NORD / PLAN SUD :

ENTRE FABRICATION DE CONSENTEMENT ET COERCITION

À l'heure où le gouvernement du Québec fait la promotion du PLAN NORD, le PLAN SUD continue d'avancer. Les mêmes plans de développement dévastent communautés et territoires, mais la résistance s'organise. Analyse de la manière dont s'impose les projets de développement (principalement pétroliers et miniers) à travers le continent : la carotte et le bâton.

PROFITEURS CANADIENS DE LA GUERRE EN COLOMBIE

Présentation des enjeux liés à la présence de compagnies canadiennes et du rôle de l'État canadien en Colombie.

CONFLIT ARMÉ ET RÉSISTANCE CIVILE EN COLOMBIE

Le conflit colombien est un exemple exacerbé des dynamiques à l'œuvre sur le continent américain depuis l'époque de la colonisation. L'analyse historique des acteurs en présence et du rôle des gouvernements étrangers permet de comprendre la situation politique actuelle. Il est ainsi possible de voir comment l'État colombien a mis sur pied la stratégie paramilitaire et utilisé le déplacement forcé de populations rurales afin de répondre à certains intérêts économiques liés à l'oligarchie colombienne et aux entreprises étrangères.



EXPOSITION PHOTO :

ET SI LA RÉSISTANCE NOUS ÉTAIT CONTÉE ?

Exposition photographique sur les communautés paysannes en résistance civile au Chocó, Colombie.

TROUS DE MÉMOIRE - THÉÂTRE-FORUM SUR L'EXTRACTIVISME

Des trous, du pétrole, des mines, l'avenir est dans les trous. Creusons-nous la mémoire, place au jeu ! Une invitation à débattre des projets d'extraction des ressources qui ont lieu sur votre territoire par le biais du théâtre.

CONTE VIVANT EXTRAC-TI-VICE

"... Avez-vous déjà entendu parler de cette créature plus grande que nature, qui est partout mais nul part en même temps. C'te créature-là a se nourri de ressources, d'la roche, du pétrole, des arbres,... mais elle a toujours faim. On l'appelle Extrac-ti-vice. A l'a pas toujours existé. J'va vous raconter une partie de son histoire, celle des mines pis du pétrole..."

VOIR WWW.PASC.CA/TDM

PROJECTIONS VIDÉOS

ROCHES, PÉTROLE, PAROLES ! SUR LES TRACES DE TROUS DE MÉMOIRE et autres courts-métrages sur l'extractivisme et celles et ceux qui y résistent ici et en Colombie.

DES-TERRES-MINÉES : RÉCIT DE MARIONNETTES

Pour ouvrir des espaces de paroles et de réflexions collectives, à travers des perspectives féministes anti-coloniales, sur les thèmes du territoire et des enjeux extractifs.

VOIR DESTERRSMINEES.PASC.CA

Au Québec, le PASC est membre du GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTÉRÊT PUBLIC DE L'UQAM - www.gripuqam.org - et du RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES GROUPES ÉCOLOGISTES - rqge.qc.ca - et collabore également avec le collectif TOUTE DÉTENTION EST POLITIQUE - toutedetentionestpolitique.wordpress.com

POUR EN SAVOIR PLUS...



QUELQUES ORGANISATIONS MEMBRES DE LA REDHER

Asociación Campesina de Antioquia www.acantioquia.org

Colombia Solidarity Campaign www.colombiasolidarity.org.uk

Comité de Integración Social del Catatumbo ciscatatumbo.org

Comité de Solidaridad con los Presos Políticos

comitedesolidaridad.com

Confluencia de Mujeres para la Acción Pública

confluenciademujerescolombia.blogspot.com

Cordinador Nacional Agrario cna-colombia.blogspot.ca

Corporacion para la la Educación y la Investigación popular

del Instituto Nacional Sindical cedins.org

Federación Agrominera del Sur de Bolívar

www.fedeagromisbol.org

Movimiento Politico de Masas Social y Popular del Centro

Oriente centroriente.org

Trochando Sin Fronteras trochandosinfronteras.blogspot.com

Sembrar www.corporacionsembrar.org

ESPACES ET MOUVEMENTS AUXQUELS PARTICIPE LA REDHER :

Agencia de Comunicación de los Pueblos Colombia Informa

www.colombiainforma.info

Congreso de los Pueblos congresodelospueblos.org

Red colombiana de Accion frente al libre comercio y el ALCA

www.recalca.org.co

Red Colombiana Frente a la Gran Minería Transnacional

www.reclamecolombia.org

Movimiento Nacional de Victimas de Crimenes de Estado

www.movimientodevictimas.org

Tribunal Permanente de los Pueblos, capitulo Colombia

tpp.revolt.org

AUTRES ALLIÉS ET SOURCES D'INFORMATIONS ALTERNATIVES EN COLOMBIE :

Centro de Investigacion y Educacion Popular

www.nocheyniebla.org

Comision de Justicia y Paz justiciaypazcolombia.com

Desde los Margenes, Javier Giraldo www.javiergiraldo.org

Periodico Desde Abajo www.desdeabajo.info

Prensa rural prensarural.org

Programa Somos Defensores www.somosdefensores.org

Red de Defensores no Institucionalizados www.dhcolombia.info

Palabras al Margen palabrasalmargen.com

RECHERCHÉES !

TRADUCTEUR.TRICE.S

(espagnol / français / anglais)

Écrivez-nous!

MEMBRES SYMPATHISANTÈS

Inscrivez-vous en ligne sur notre site web pour recevoir les actions urgentes, le bulletin "Profiteurs!" et être tenu.e.s informé.e.s des activités.

ACCOMPAGNATRICES ET ACCOMPAGNATEURS

(formation obligatoire, séjour d'un minimum de 3 mois)

Visitez notre site web pour connaître le processus de sélection et de formation.



[FACEBOOK.COM/PROJETACCOMPAGNEMENTSOLIDARITECOLOMBIE](https://www.facebook.com/PROJETACCOMPAGNEMENTSOLIDARITECOLOMBIE)

INFO@PASC.CA 514-966-8421

WWW.PASC.CA